

---

# FICHES THÉMATIQUES

---

**Le commerce de gros**

## 3.1 Centrales d'achats et intermédiaires du commerce

Près de 31 000 entreprises (soit environ 24 % des entreprises du commerce de gros) exercent une activité d'intermédiaires du commerce en 2005. Elles génèrent un chiffre d'affaires de plus de 101 milliards d'euros et emploient près de 102 000 personnes, soit respectivement 17 % et 9 % de l'ensemble du commerce de gros.

Le secteur des **intermédiaires du commerce** recouvre de fortes disparités. Les **centrales d'achats** sont peu nombreuses (seulement 3 % des intermédiaires du commerce) mais réalisent près de 80 % du chiffre d'affaires du secteur des intermédiaires du commerce. Ce sont souvent des sociétés de capitaux dont le chiffre d'affaires hors taxes moyen est de 84 millions d'euros, ce qui est sans commune mesure avec les autres entreprises du secteur qui en moyenne ne dépassent pas 1 million d'euros de chiffre d'affaires. Les centrales d'achats appartiennent très fréquemment aux groupes de la grande distribution, et jouent un rôle majeur dans les politiques d'achat des réseaux. Leur chiffre d'affaires est issu pour environ 6 %

de facturation de services, et pour 94 % de revente de marchandises sur laquelle la centrale prélève un faible taux de marge commerciale (de 1 à 5 % de la valeur facturée).

Entre 2001 et 2006, le volume des ventes de marchandises de l'ensemble du secteur des centrales d'achats croît en moyenne de 4,2 % par an, soit plus rapidement que l'ensemble du commerce de gros (2,7 % par an).

Les intermédiaires du commerce – hors centrales d'achats – aussi appelés « agents », correspondent souvent à de petites entreprises. Ces intermédiaires emploient en moyenne 2 personnes contre 10 pour les autres entreprises du commerce de gros. Leur chiffre d'affaires se compose de commissions et de ventes de marchandises qui sont essentiellement des ventes pour compte de tiers sur lesquelles ils prennent en moyenne une marge de 7 à 10 %.

Les détaillants sont très largement les principaux clients des intermédiaires du commerce : ils achètent 71 % des ventes ; suivent les grossistes (19 %) et les utilisateurs professionnels (8 %). ■

### Définitions

**Intermédiaires du commerce** (51.1A à 51.1U) : composante du commerce de gros. Selon la définition donnée par la nomenclature d'activités française (NAF), ce groupe comprend les activités des intermédiaires du commerce de gros qui mettent en rapport acheteurs et vendeurs ou qui exécutent des opérations commerciales pour le compte d'un tiers sans être eux-mêmes propriétaires des marchandises : commissionnaires, courtiers, agents commerciaux, représentants non salariés, centrales d'achats, etc.

**Centrales d'achats** (51.1P et 51.1U) : intermédiaires du commerce qui répondent à deux finalités : l'approvisionnement d'entreprises commerciales de la grande distribution et de petits commerçants affiliés, et l'approvisionnement d'activités non commerciales dans certaines configurations de groupes (filiale commerciale d'un groupe industriel par exemple).

Les services rendus aux adhérents par la centrale d'achats sont multiples : sélection et référencement des produits, négociation du prix d'achat aux producteurs, entreposage et livraison des produits, prise en charge du paiement – assorti souvent d'une garantie – des factures de leurs fournisseurs, etc. Les centrales d'achats se rétribuent pour partie par la facturation de services qui inclut les cotisations des adhérents, pour une autre partie par la perception d'une marge commerciale correspondant à un faible taux de marge. Lorsque la centrale d'achats est intégrée, on ne peut effectuer de valorisation comptable de cette fonction exercée en interne dans l'entreprise de distribution.

### Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2006 », *Insee Première* n° 1138, juin 2007.
- « La situation du commerce en 2006 », Insee, *Document de travail*, 2007.

# Centrales d'achats et intermédiaires du commerce 3.1

## Les chiffres clés

	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Taux de marge commerciale (%)	Chiffre d'affaires HT (M€)	Ventes/chiffre d'affaires (%)	Entreprises qui investissent (%)	Importations/achats de marchandises (%)	Exportations/ventes de marchandises (%)
<b>Centrales d'achats</b>	<b>958</b>	<b>30</b>	<b>3,4</b>	<b>80 214</b>	<b>92,3</b>	<b>40,8</b>	<b>4,1</b>	<b>0,9</b>
Alimentaires	239	64	0,0	40 565	92,3	39,7	2,5	1,0
Non alimentaires	719	19	6,9	39 649	92,4	41,2	5,9	0,8

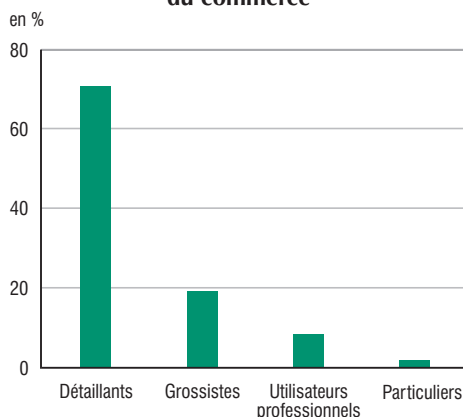
  

	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Chiffre d'affaires HT <sup>1</sup> (M€)	Entreprises qui investissent (%)	Valeur ajoutée (M€)
<b>Autres intermédiaires du commerce</b>	<b>29 993</b>	<b>2</b>	<b>20 867</b>	<b>30,7</b>	<b>4 766</b>

1. Le chiffre d'affaires des intermédiaires du commerce est essentiellement constitué de commissions ou de ventes de services.

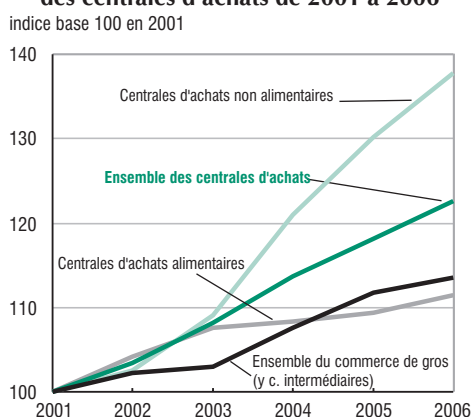
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## Les clients des intermédiaires du commerce



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## Évolution du volume des ventes des centrales d'achats de 2001 à 2006



Source : Insee, comptes du commerce.

## Emploi total

	Personnes occupées	Proportions de salariés (%)
<b>Intermédiaires du commerce</b>	<b>101 880</b>	<b>70,0</b>
Centrales d'achats	28 794	90,7
Autres intermédiaires	73 086	61,9

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## Emploi salarié

	Proportion de femmes (%)	Temps partiel (%)
<b>Intermédiaires du commerce</b>	<b>43,1</b>	<b>15,8</b>

Source : Insee, déclaration annuelle de données sociales 2005.

## Les plus grandes entreprises selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

- CARFUEL
- DISTRIDYN
- EURAUCHAN
- FNAC SA
- L'UNION DES COOPÉRATEURS INDÉP EUROPÉENS
- PÉTROVEX
- SCA PÉTROLE ET DÉRIVÉS
- SOC D'IMPORTATION LECLERC
- SYSTÈME U CEN RÉG OUEST DIM SYST U OUEST
- UGINE ALZ SA

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## 3.2 Produits agricoles bruts

Le secteur du **commerce de gros de produits agricoles bruts** compte un peu plus de 6 200 entreprises en 2005, soit 5 % des entreprises du commerce de gros. Elles emploient environ 54 800 personnes dont 90 % de salariés. 13 % de ces salariés travaillent à temps partiel et 72 % sont des hommes. Les entreprises du secteur sont majoritairement des petites unités : seules 7 % d'entre elles emploient 20 salariés ou plus.

En 2005, l'ensemble des entreprises du commerce de gros de produits agricoles bruts réalisent un chiffre d'affaires de 46,8 milliards d'euros, soit 9,4 % du chiffre d'affaires du commerce de gros. L'essentiel du chiffre d'affaires est produit par les grossistes en céréales et aliments pour bétails (67,4 %) et par les grossistes en animaux vivants (28,4 %). Le commerce de gros de fleurs et plantes, de cuirs et peaux et de tabac non manufacturé contribue pour seulement 4 %.

L'activité du secteur est tributaire de la **politique agricole commune** (Pac) de l'Union européenne, des crises sanitaires et des conditions climatiques parfois difficiles. En 2006, les ventes de marchandises du sec-

teur baissent de 8,8 % en volume alors qu'elles ont progressé de 2,9 % pour l'ensemble du commerce de gros (hors intermédiaires). Depuis 2000, les ventes du secteur ont connu des années de repli et de hausse sans dégager de tendance.

En 2005, 66 % des ventes du secteur sont destinées aux utilisateurs professionnels et 18 % à d'autres grossistes. Les utilisateurs professionnels sont majoritairement des producteurs : en particulier, des industriels du secteur agroalimentaire qui achètent des animaux vivants pour l'abattage et des céréales pour l'alimentation générale ou la fabrication d'aliments pour bétails, ou encore des agriculteurs qui se fournissent principalement en semences pour leurs cultures et en aliments pour bétails pour leurs élevages.

21 % des ventes du secteur sont exportées, la plus grande part (44 %) vers les pays de l'Union européenne. 80 % des exportations sont assurées par les grossistes en céréales et aliments pour le bétail et 18 % par les grossistes en animaux vivants. Si le secteur exporte, en revanche il se fournit essentiellement en France : seuls 6 % de ses achats de marchandises sont importés. ■

### Définitions

**Commerce de gros de produits agricoles bruts** : ce secteur comporte 5 activités :

- céréales et aliments pour le bétail (51.2A) : vente en gros de céréales, de semences et plants, d'oléagineux, d'aliments pour le bétail et de matières premières agricoles diverses ;
- fleurs et plantes (51.2C) : commerce de graines, bulbes, oignons à fleur, plants de pépinières ou greffons ;
- animaux vivants (51.2E) : négoce d'animaux sur pied destinés notamment à l'abattage, l'engraissement et l'élevage ;
- cuirs et peaux (51.2G) ;
- tabac non manufacturé (51.2J).

**Politique agricole commune (Pac)** : sur le long terme, les réformes successives de la politique agricole commune (Pac) de 1992 à 2003 ont conduit à rapprocher le prix des céréales et des oléagineux des prix mondiaux. En contrepartie de la perte de revenu ainsi engendrée, les agriculteurs reçoivent des subventions spécifiques : la Pac de 1992 avait mis en place l'aide compensatrice et l'aide au gel des terres ; à partir de 2006, une aide au revenu indépendante de la production, appelée paiement unique, se substitue très largement aux aides à la surface. Les restitutions à l'exportation octroyées aux entreprises du commerce de gros, destinées à compenser l'écart entre leur prix d'achat et le prix de revente aux « pays tiers » (hors Union européenne), deviennent plus rares.

### Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2006 », *Insee Première* n° 1138, juin 2007.
- « Les entreprises du commerce de gros en 2005 », *Insee Résultats*, à paraître.
- « Les entreprises du commerce de détail et du commerce automobile en 2004 », *Insee Résultats* n° 25, juillet 2006.

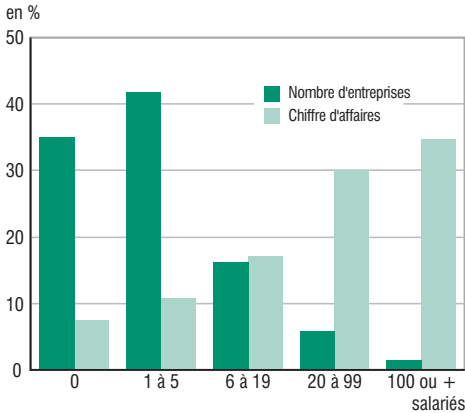
# Produits agricoles bruts 3.2

## Les chiffres clés

	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Taux de marge commerciale (%)	Chiffre d'affaires HT (M€)	Ventes/ chiffre d'affaires (%)	Entreprises qui investissent (%)	Importations/ achats de marchandises (%)	Exportations/ ventes de marchandises (%)
<b>Produits agricoles bruts</b>	<b>6 231</b>	<b>9</b>	<b>11,5</b>	<b>46 808</b>	<b>95,6</b>	<b>55,9</b>	<b>6,4</b>	<b>21,4</b>
Commerce de gros de :								
céréales et aliments pour le bétail	2 503	14	12,3	31 555	94,8	57,8	7,8	25,4
fleurs et plantes	884	6	25,6	1 424	96,5	61,9	24,9	2,6
animaux vivants	2 666	4	7,8	13 294	97,2	52,7	1,3	13,1
cuirs et peaux	163	6	24,0	426	98,1	46,6	17,3	43,3
tabac non manufacturé	15	18	8,8	110	98,2	53,3	5,7	40,8

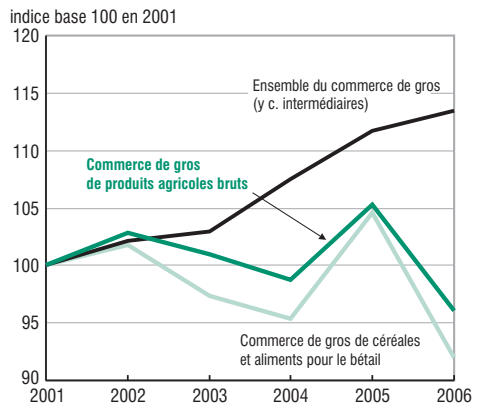
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## Répartition des entreprises et du chiffre d'affaires selon l'effectif salarié



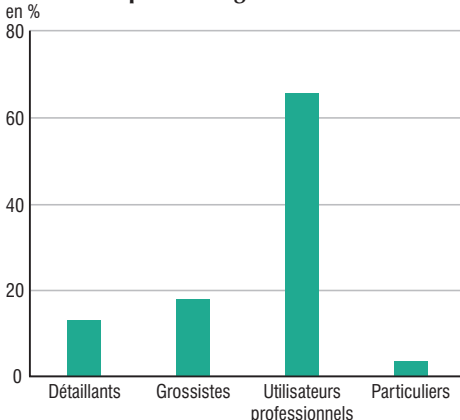
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## Évolution du volume des ventes de 2001 à 2006



Source : Insee, comptes du commerce.

## Les clients du commerce de gros de produits agricoles bruts



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## Les plus grandes entreprises selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

BUNGE FRANCE

CARGILL FRANCE

CHAMPAGNE CÉRÉALES

COOPÉRATIVE DES AGRICULTEURS DE BRETAGNE

LOUIS DREYFUS NÉGOCE

SAFIC-ALCAN

SOUFFLET AGRICULTURE

SOUFFLET NÉGOCE

TERRENA

UNION INVIVO

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## 3.3 Produits alimentaires

En 2005, le **commerce de gros de produits alimentaires** compte 16 000 entreprises, soit 13 % de l'ensemble des grossistes. Avec plus de 106 milliards d'euros, elles réalisent 18 % du chiffre d'affaires du commerce de gros et emploient 185 500 personnes, soit 17 % de l'emploi total du commerce de gros. Les entreprises sont surtout de petite taille : seulement 11 % de celles-ci ont 20 salariés ou plus, mais elles réalisent 70 % du chiffre d'affaires.

Le secteur comprend le commerce de gros de **produits frais** (fruits, légumes, produits laitiers, etc.) et le commerce de gros de **produits alimentaires hors produits frais** (boissons, sucre, etc.). Près de 40 % des entreprises sont spécialisées dans la vente en gros de produits frais et 60 % dans la vente des autres produits alimentaires. En termes de chiffre d'affaires, le commerce de gros des produits laitiers représente plus de 20 % du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur, suivi par la vente en gros de boissons (19 %) et celle de fruits et légumes (14 %). Trois sous-secteurs ont un taux de marge commerciale supérieure à 30 % : le commerce de gros de produits à base de viande (33 %), celui de boissons (31 %) et celui des café, thé, cacao et épices (31 %).

Les années 2002 et 2003 sont marquées par un ralentissement de l'activité dans le commerce de gros de produits alimentaires, dû à

la crise de la « vache folle » et aux intempéries successives. À partir de 2004, le volume des ventes a repris un rythme de croissance confirmé en 2005. En 2006, la reprise constatée les années précédentes est interrompue. L'évolution de l'ensemble du secteur marque le pas (+ 0,4 % par rapport à 2005). Si le sous-secteur des boissons a progressé (+ 4,1 %), les produits alimentaires frais diminuent de 2 %. Cette baisse des ventes est particulièrement marquée du côté du commerce de gros de volailles et gibiers en relation avec la grippe aviaire. Les fruits et légumes perdent 4,6 %, la viande de boucherie 4,3 % et les surgelés restent à un niveau très faible (- 23 % par rapport à 2001).

L'analyse des différents types de clients du secteur fait ressortir une part importante des ventes vers d'autres grossistes (40 %), notamment les centrales d'achats. Les détaillants comptent pour 32 % des ventes et les utilisateurs professionnels pour 25 % (agriculteurs, artisans, industriels de l'agroalimentaire).

Les exportations du secteur s'élèvent à 14,3 milliards d'euros en 2005, dont 52 % à destination de l'Union européenne, elles représentent 19 % du chiffre d'affaires total du secteur. Les importations s'élèvent à 8,2 milliards d'euros en 2005, soit 9,6 % des achats de marchandises et proviennent à 75 % de l'Union européenne. ■

### Définitions

**Commerce de gros de produits alimentaires** : il regroupe les entreprises spécialisées dont l'activité principale est soit le commerce de gros de produits frais, soit le commerce de gros de produits alimentaires hors produits frais.

**Produits frais** : fruits et légumes (51.3A), viandes de boucherie (51.3C), produits à base de viande (51.3D), volailles et gibiers (51.3E), produits laitiers, œufs, huiles (51.3G), poissons, crustacés et mollusques (51.3S).

**Produits alimentaires hors produits frais** : boissons (51.3J), tabac (51.3L), sucre, chocolat et confiserie (51.3N), café, thé, cacao et épices (51.3Q), produits alimentaires spécialisés divers ( produits de boulangerie, biscuits, biscottes, produits diététiques, etc. 51.3T), produits surgelés (51.3V), produits alimentaires non spécialisés (51.3W).

### Pour en savoir plus

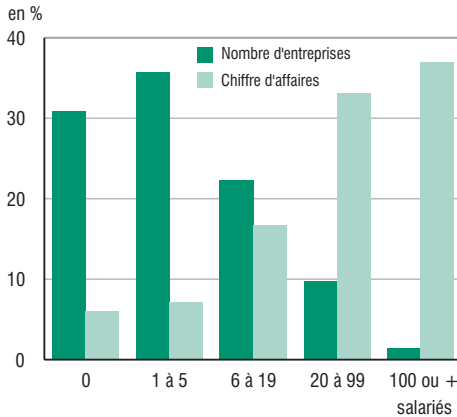
- « Les entreprises du commerce de gros en 2005 », *Insee Résultats*, Économie, à paraître.
- « Le commerce en 2006 : seul le commerce de détail maintient sa croissance », *Insee Première* n° 1138, juin 2007.
- « Le commerce en 2005 : une activité qui ralentit », *Insee Première* n° 1079, mai 2006.
- « Les entreprises du commerce de gros en 2003 », *Insee Résultats*, Économie n° 21, sur papier et cédérom, juin 2005.

## Les chiffres clés

	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Taux de marge commerciale (%)	Chiffre d'affaires HT (M €)	Ventes/ chiffre d'affaires (%)	Entreprises qui investissent (%)	Importations/ achats de marchandises (%)	Exportations/ ventes de marchandises (%)
<b>Produits alimentaires</b>	<b>16 067</b>	<b>12</b>	<b>22,6</b>	<b>106 318</b>	<b>95,6</b>	<b>51,7</b>	<b>10,4</b>	<b>14,1</b>
Commerce de gros de :								
produits alimentaires frais	6 360	13	18,2	49 673	96,4	56,0	9,5	11,1
autres produits alimentaires	9 707	11	26,5	56 645	94,8	48,9	11,3	16,8

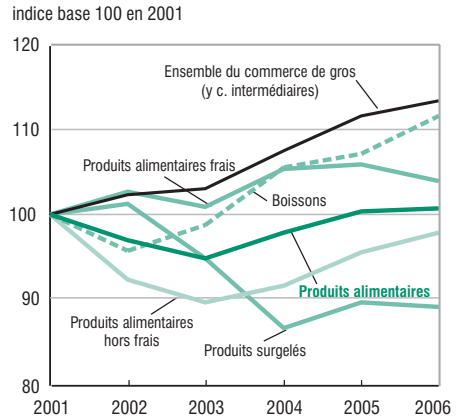
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## Répartition des entreprises et du chiffre d'affaires selon l'effectif salarié



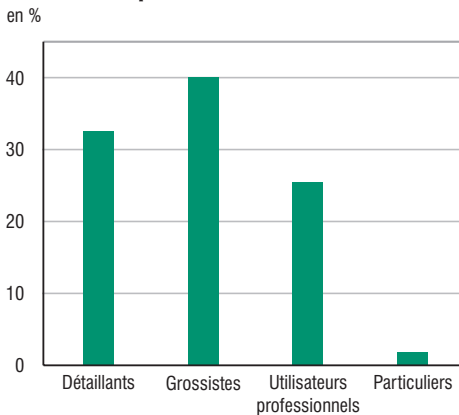
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## Évolution du volume des ventes de 2001 à 2006



Source : Insee, comptes du commerce.

## Les clients du commerce de gros de produits alimentaires



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## Les plus grandes entreprises selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

DISTRIBUTION LEADER PRICE SNC

GROUPE LACTALIS

LACTALIS BEURRES ET FROMAGES

MÉTRO CASH & CARRY FRANCE

NESTLÉ WATERS MARKETING & DISTRIBUTION

POMONA

SOC DIFFUSION INTERNAT AGROALIMENTAIRE

SUCRES ET DENRÉES

UNILEVER FRANCE

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## 3.4 Marchés d'intérêt national

Les **marchés d'intérêt national** (MIN) sont des pôles agroalimentaires de commerce de gros importants, où tous les acteurs de la distribution alimentaire de produits frais peuvent s'approvisionner régulièrement. Leur mission est de répondre aux besoins de tous les circuits de commercialisation (en particulier du commerce indépendant de proximité), d'assurer la pluralité des circuits de distribution alimentaires des produits frais, de participer au maintien des secteurs traditionnels (ceintures vertes des zones urbaines, entreprises familiales, commerce de proximité, etc.), de rapprocher la production de la distribution et de contribuer activement au développement régional.

Le réseau des marchés d'intérêt national est constitué de 17 sites, soit du Nord vers le Sud : Lille, Rouen, Rungis, Strasbourg, Angers, Nantes, Bordeaux, Lyon, Grenoble, Agen, Toulouse, Montpellier, Avignon, Cavailon, Châteaurenard, Marseille et Nice. Le MIN de Rungis, qui réalise la moitié des transactions de l'ensemble, bénéficie d'un rayonnement international.

En 2006, les opérateurs des MIN ont commercialisé près de 4,5 millions de tonnes de produits alimentaires et réalisé un chiffre d'affaires global de presque 12 milliards

d'euros, auprès de 60 000 clients réguliers. Différents modes d'achat sont accessibles : marchandises emportées ou livrées, paiement comptant ou différé, prix affichés ou négociés. L'activité des MIN, qui représente 26 000 emplois permanents, est restée en 2006 pratiquement au même niveau que l'année précédente, ce qui peut être considéré comme un résultat relativement satisfaisant compte tenu du ralentissement des dépenses alimentaires des ménages. Les MIN offrent des débouchés réguliers à 3 500 producteurs indépendants et participent à la promotion des produits locaux. Ils constituent un réseau national de plateformes logistiques réparties dans les principales zones de consommation.

La nouvelle réglementation, finalisée en juillet 2007, a replacé les collectivités territoriales au cœur du dispositif. Ce sont les régions qui décident du classement d'un marché en MIN ; les communautés urbaines, communes ou départements délèguent la gestion du service public aux gestionnaires dont ils approuvent les statuts, contrôlent la gestion et valident les plans du marché. Les MIN sont délimités par une enceinte close et dotés, pour 16 d'entre eux, d'un **périmètre de référence**. ■

### Définitions

**Marchés d'intérêt national** (MIN) : ils visent à réunir en un même lieu des vendeurs, qu'ils soient grossistes, producteurs ou importateurs de produits agricoles et alimentaires frais, et des acheteurs, qui sont des détaillants, des commerçants vendant sur les marchés, des restaurants traditionnels et collectifs, mais aussi des centrales d'achat de la grande distribution trouvant sur les MIN des produits spécifiques et/ou un approvisionnement de dépannage.

**Périmètre de référence** : zone géographique, qui peut s'étendre sur quelques communes autour du marché, dans laquelle l'implantation et l'exercice de l'activité de gros de certains produits, dits « de référence », sont contrôlés. Les produits de référence, variables d'un MIN à l'autre et fixés par arrêté conjoint des ministres chargés du commerce et de l'agriculture sont, pour l'essentiel, les fruits et légumes, les produits de la mer et d'eau douce, parfois les produits horticoles, les produits laitiers et avicoles ou les produits carnés. Son but principal est de promouvoir le marché physique des produits agricoles et alimentaires périssables autour des grands centres de consommation.

### Pour en savoir plus

- Articles L. 761-1 à L. 761-11 et R. 761-1 à R. 761.26 du Code du commerce.
- Arrêtés du 13 janvier 2006 des ministères du Commerce et de l'Agriculture et du 17 juillet 2007 pris en application du décret n° 2005-1595 du 19 décembre 2005 relatif aux marchés d'intérêt national (codifiés par le décret 2007-431 du 25 mars 2007).



## L'activité des marchés d'intérêt national en France en 2006

Principales données par secteur d'activité	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<b>Fruits et légumes</b>							
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	64	66	71	72	66	67	66
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	3 649	3 575	3 646	3 590	3 561	3 530	3 375
Chiffre d'affaires des opérateurs (millions d'euros)	4 900	5 100	5 500	5 800	5 500	5 600	5 240
<b>Viandes et produits carnés</b>							
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	10	10	11	11	10	10	10
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	401	387	406	394	385	382	374
Chiffre d'affaires des opérateurs (millions d'euros)	1 600	1 700	1 500	1 600	1 700	1 750	1 791
<b>La marée</b>							
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	15	15	18	18	19	19	21
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	193	181	175	176	182	192	185
Chiffre d'affaires des opérateurs (millions d'euros)	900	1 000	1 000	975	950	960	1 045
<b>Autres produits alimentaires épicerie sèche, produits traiteurs</b>							
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	20	20	20	21	20	20	21
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	299	234	236	302	288	288	282
Chiffre d'affaires des opérateurs (millions d'euros)	1 200	1 300	1 400	1 375	1 700	1 705	1 781
<b>Flours, plantes et accessoires</b>							
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	14	15	20	20	18	18	18
Chiffre d'affaires des opérateurs (millions d'euros)	400	400	500	450	475	475	480
<b>Libre-service de gros<sup>1</sup></b>							
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	3	4	5	5	5	5	5
Chiffre d'affaires des opérateurs (millions d'euros)	100	200	200	260	175	155	156
<b>Autres activités des MIN<sup>2</sup></b>							
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	29	30	25	25	27	27	30
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	259	264	261	71	276	225	231
Chiffre d'affaires des opérateurs (millions d'euros)	1 300	1 400	1 600	1 750	1 375	1 452	1 459
<b>Ensemble</b>							
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	155	159	170	171	165	166	170
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	4 800	4 642	4 724	4 533	4 692	4 617	4 446
Chiffre d'affaires des opérateurs (millions d'euros)	10 400	11 100	11 700	12 210	11 875	12 097	11 952

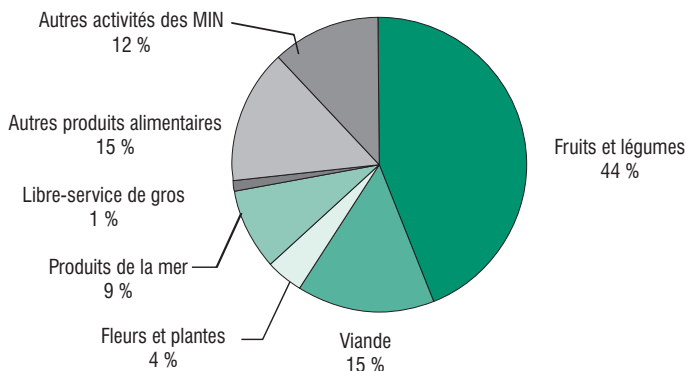
Champ : non compris le MIN de Châteaurenard, non adhérent à la FFMIN.

1. Grandes surfaces pratiquant essentiellement le commerce de gros.

2. Transport, entreposage, restauration, services bancaires, etc.

Source : rapports annuels de la Fédération française des marchés d'intérêt national.

### Répartition du chiffre d'affaires des MIN par secteur d'activité en 2006



Champ : hors résultats du MIN de Châteaurenard.

Source : rapports annuels de la Fédération française des marchés d'intérêt national.

## 3.5 Biens de consommation non alimentaires

Le secteur du **commerce de gros de biens de consommation non alimentaires** compte près de 28 000 entreprises en 2005, soit 22 % des entreprises du commerce de gros. Ce sont majoritairement des entreprises de petite taille : plus des trois quarts d'entre elles ont moins de 5 salariés.

Elles emploient environ 221 000 personnes, dont 89 % de salariés. Le temps partiel progresse d'année en année, mais demeure assez peu pratiqué (17,3 % de l'emploi salarié en 2005 après 15,8 % en 2003 et 12,6 % en 2001).

Le chiffre d'affaires du secteur s'élève à 110,7 milliards d'euros, soit environ 19 % du chiffre d'affaires du commerce de gros. Plus du tiers du chiffre d'affaires du secteur est réalisé par les grossistes de **produits pharmaceutiques**.

Avec + 3,1 % en 2006, la croissance des ventes du commerce de gros en biens de consommation non alimentaires – mesurée en volume, déduction faite de l'évolution des prix – est deux fois plus forte que celle de l'ensemble du commerce de gros, y compris intermédiaires (+ 1,6 %), mais ne retrouve pas l'évolution de 2005 (+ 6,1 %). En 2006, la progression des ventes des grossistes en pro-

duits pharmaceutiques reste forte mais moindre qu'en 2005 (+ 4,1 % contre + 7,7 %). Le phénomène est identique avec le commerce de gros des autres produits (+ 2,5 % en 2006 contre + 5,2 % en 2005).

Globalement, le taux de marge commerciale du commerce de gros de biens de consommation non alimentaires est de 28,4 %. Il est particulièrement élevé chez les grossistes en parfumerie et produits de beauté (47,0 %) et chez les grossistes de produits pour l'entretien et l'aménagement de l'habitat (46,0 %). Avec 22,0 %, le taux de marge commerciale des grossistes en électroménager et radiotélévision est plus faible. Mais le taux minimum reste l'apanage des grossistes en produits pharmaceutiques (20,2 %). En effet, les marges sur les médicaments remboursables sont régulées depuis 1990 selon un système de marge dégressive lissée.

Ce sont majoritairement les détaillants qui assurent la vente finale des biens de consommation non alimentaires. Leur part dans la clientèle des grossistes est de 54 % à laquelle il faut ajouter les 17 % en provenance des centrales d'achats, très liées aux réseaux de détaillants, et qui apparaissent comme grossistes. ■

### Définitions

**Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires** se compose des commerces de gros de :

– **produits pharmaceutiques** (51.4N), qui comprend aussi la distribution de médicaments aux officines et le commerce de gros de matériel médico-chirurgical ou orthopédique et de fournitures dentaires ;

– **autres biens de consommation non alimentaires** qui regroupe le commerce de gros de textiles (51.4A), le commerce de gros d'habillement (51.4C), le commerce de gros de la chaussure (51.4D), le commerce de gros d'électroménager et de radiotélévision (51.4F), le commerce de gros de vaisselle et de verrerie de ménage (51.4H), le commerce de gros de produits pour l'entretien et l'aménagement de l'habitat (51.4J), le commerce de gros de parfumerie et de produits de beauté (51.4L), le commerce de gros de papeterie (51.4Q), le commerce de gros de jouets (51.4R), et les autres commerces de gros de biens de consommation comprenant notamment le commerce de meubles, de tapis, bijoux, articles de sport, etc.

### Pour en savoir plus

- « Les entreprises du commerce de gros en 2005 », *Insee Résultats*, à paraître.
- « Le commerce en 2006 », *Insee Première* n° 1138, juin 2007.

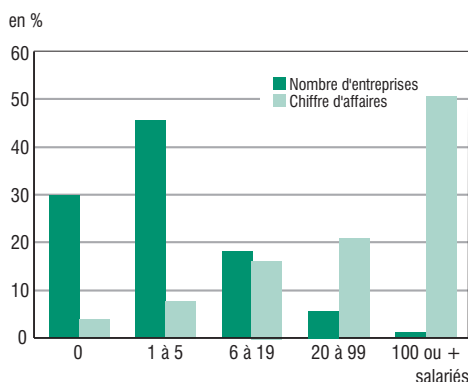
# Biens de consommation non alimentaires 3.5

## Les chiffres clés

	Nombre d'entrep.	Personnes occupées par entreprise	Taux de marge commerciale (%)	Chiffre d'affaires HT (M€)	Ventes/ chiffre d'affaires (%)	Entreprises qui investissent (%)	Importations/ achats de marchandises (%)	Exportations/ ventes de marchandises (%)
<b>Biens de consommation non alimentaires</b>	<b>27 971</b>	<b>8</b>	<b>28,4</b>	<b>110 705</b>	<b>96,2</b>	<b>49,3</b>	<b>31,0</b>	<b>12,9</b>
Commerce de gros de :								
textiles	1 810	5	35,7	2 929	96,5	44,9	38,5	22,3
habillement	5 280	7	34,6	10 893	97,2	51,9	47,3	13,7
chaussure	355	10	41,4	1 549	98,3	37,5	57,4	12,2
électroménagers et radiotélévision	1 771	10	22,0	15 275	91,6	57,2	48,5	17,3
vaisselle et verrerie de ménage	289	10	38,2	897	97,4	56,4	44,7	10,8
prod. pour l'entretien et l'aménagement de l'habitat	1 225	9	46,0	2 931	97,6	45,9	31,8	2,5
parfumerie et produits de beauté	1 848	7	47,0	6 742	92,3	45,5	35,9	17,6
produits pharmaceutiques	2 197	21	20,2	37 262	97,7	51,8	17,7	8,4
papeteries	1 028	14	37,1	3 739	95,5	37,2	17,8	2,7
jouets	322	14	36,7	2 557	98,3	88,2	47,1	9,4
autres biens de consommation	11 846	5	30,8	25 931	97,0	48,4	32,1	17,3

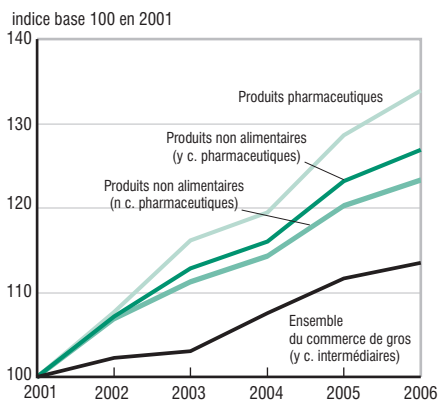
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## Répartition des entreprises et du chiffre d'affaires selon l'effectif salarié



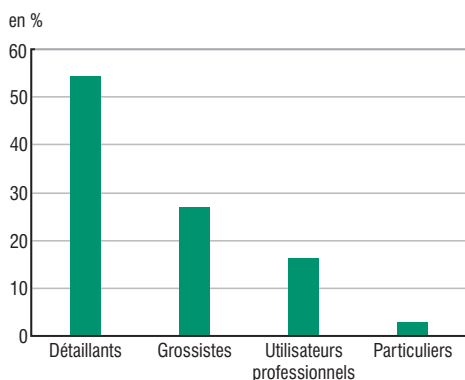
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## Évolution du volume des ventes de 2001 à 2006



Source : Insee, comptes du commerce.

## Les clients du commerce de gros de biens de consommation non alimentaires



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## Les plus grandes entreprises selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

- ALLIANCE SANTÉ
- CONFRAT EXPLOIT ET RÉPARTITION PHARMACEUTIQUE
- COOP EXPL RÉPARTITION PHARMACEUTIQUE ROUEN
- IKÉA DISTRIBUTION FRANCE S.N.C
- LOUIS VUITTON MALLETIER
- OCP RÉPARTITION
- PROCTER GAMBLE FRANCE
- SAMSUNG ELECTRONICS FRANCE
- SANOFI PHARMA BRISTOL-MYERS SQUIBB
- TTE EUROPE SAS

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## 3.6 Produits intermédiaires non agricoles

En 2005, le **commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles** compte 14 250 entreprises et emploie 221 000 personnes dont 94 % sont des salariés. Le chiffre d'affaires du secteur est de 106 milliards d'euros, soit 18 % du chiffre d'affaires du commerce de gros. Les entreprises de ce secteur emploient 20 % des personnes travaillant dans le commerce de gros. Chaque entreprise occupe en moyenne 15 personnes contre 8 pour l'ensemble du commerce de gros. De plus, la concentration y est forte puisque les 13 % d'entreprises ayant plus de 20 salariés réalisent 71 % du chiffre d'affaires du secteur.

Après la stagnation des ventes en volume en 2005 (-0,1 %), l'activité des entreprises de ce secteur marque une légère reprise en 2006 avec une hausse de 0,7 %. L'activité des entreprises du commerce de gros de produits pour l'installation de l'habitat et la construction reste bien orientée (+4,3 %). Tous les sous-secteurs bénéficient d'une croissance soutenue. L'activité des entreprises du commerce de gros de quincaillerie, plutôt stable depuis quelques années, connaît en 2006 une forte évolution (+6 % en volume) que l'on ne retrouve pas dans les volumes de vente du commerce de détail de quincaillerie (+1,2 %). Dans le commerce de gros de fournitures pour plomberie et chauffage, les ven-

tes progressent en 2006 de 5,4 %. Les ventes du négoce de matériaux de construction et d'appareils sanitaires sont, elles aussi, en hausse de 3,7 % en 2006 après une progression de 5 % en 2005. Ces secteurs bénéficient de la bonne tenue du marché de la construction.

Par contre, le commerce de gros de produits chimiques, celui des métaux et celui des combustibles et carburants ralentissent l'activité de l'ensemble du secteur. Le commerce de gros de produits chimiques connaît depuis plusieurs années une forte baisse d'activité (-4 % en 2006). Après une forte chute en 2005 (-18,5 %), les entreprises du négoce des métaux voient leurs ventes en volume baisser modérément en 2006 (-1,2 %) tandis que leurs prix de vente progressent de près de 20 %.

L'activité des entreprises du commerce de gros de combustibles et carburants connaît une inflexion en 2006 (-1,7 % en volume) après une progression très forte en 2005 (+7 %). Cette baisse des volumes est largement compensée par la hausse des prix sur de nombreux produits (près de 10 %). Ceci s'explique par les tensions géopolitiques continues dans ou autour des pays producteurs et surtout par la forte demande en matières premières des pays émergents, comme la Chine ou l'Inde. ■

### Définitions

**Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles** : selon la nomenclature d'activités française appliquée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1993, le commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles comprend trois sous-secteurs :

- le commerce de gros de combustibles (51.5A) ;
- le commerce de gros de produits pour l'installation de l'habitat, qui comprend le commerce de gros de bois et produits dérivés (51.5E), le commerce de gros de matériaux de construction et d'appareils sanitaires (51.5F), le commerce de gros de quincaillerie (51.5H) et le commerce de gros de fournitures pour plomberie et chauffage (51.5J) ;
- le commerce de gros d'autres produits intermédiaires, qui comprend le commerce de gros de minerais et métaux (51.5C), le commerce de gros de produits chimiques (51.5L), le commerce de gros d'autres produits intermédiaires (51.5N) et le commerce de gros de déchets et débris (51.5Q).

### Pour en savoir plus

- « Les entreprises du commerce de gros en 2005 », *Insee Résultats*, Économie, à paraître.
- « Le commerce en 2006 : seul le commerce de détail maintient sa croissance », *Insee Première* n° 1138, juin 2007.
- « Les entreprises du commerce de gros en 2003 », *Insee Résultats*, Économie n° 21, sur papier et cédérom, juin 2005.

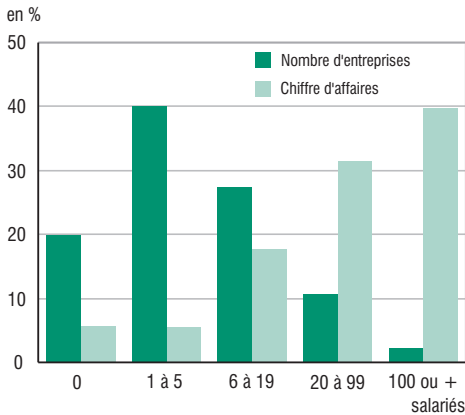
# Produits intermédiaires non agricoles 3.6

## Les chiffres clés

	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Taux de marge commerciale (%)	Chiffre d'affaires HT (M€)	Ventes/ chiffre d'affaires (%)	Entreprises qui investissent (%)	Importations/ achats de marchandises (%)	Exportations/ ventes de marchandises (%)
<b>Produits intermédiaires non agricoles</b>	<b>14 250</b>	<b>15</b>	<b>21,6</b>	<b>106 269</b>	<b>96,9</b>	<b>60,7</b>	<b>22,1</b>	<b>11,6</b>
Commerce de gros de :								
combustibles	568	22	9,6	27 896	98,8	58,8	12,8	14,2
bois et produits dérivés	1 867	10	25,2	5 631	96,4	60,2	20,8	6,6
mat. de construction et d'appareils sanitaires	5 290	16	29,3	24 662	97,3	62,9	17,5	3,1
quincaillerie	1 056	22	35,6	5 345	98,1	59,7	29,6	3,2
fournitures pour plomberie et chauffage	1 047	18	30,1	5 045	98,5	63,7	19,3	3,0
minerais et métaux	813	25	23,8	13 747	97,4	64,8	35,7	21,9
produits chimiques	2 066	13	20,8	15 956	91,5	54,8	34,7	15,5
autres produits intermédiaires	1 337	9	22,6	6 642	97,2	59,2	29,8	14,7
déchets et débris	206	7	10,7	1 344	96,9	54,9	8,4	35,2

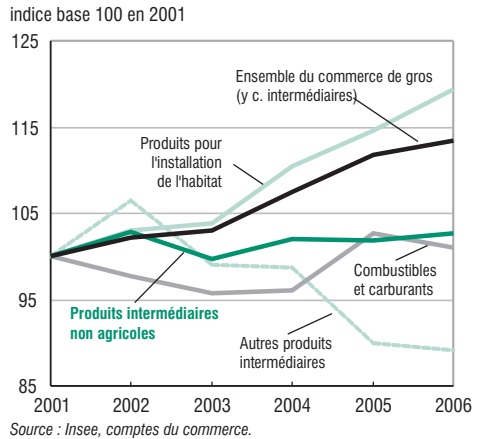
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## Répartition des entreprises et du chiffre d'affaires selon l'effectif salarié



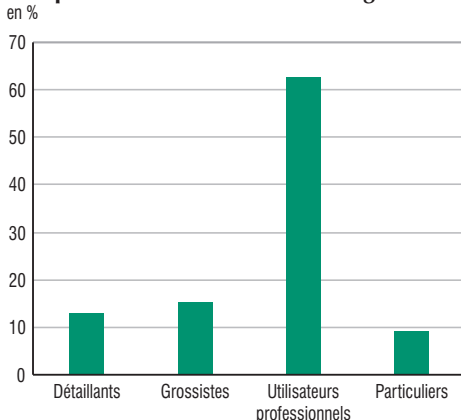
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## Évolution du volume des ventes de 2001 à 2006



Source : Insee, comptes du commerce.

## Les clients du commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## Les plus grandes entreprises selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

AS 24

BOLLORE ÉNERGIE

DYNEFF SA

EGEDIS

SHV GAS SUPPLY RISK MANAGEMENT

THÉVENIN DUCROT DISTRIBUTION

TOTAL OUTRE-MER

TOTALGAZ SNC

URBAINE DES PÉTROLES

WOREX SNC

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## 3.7 Biens d'équipement professionnel

Le **commerce de gros d'équipement professionnel** compte près de 28 000 entreprises en 2005. Il réalise 118 milliards d'euros de chiffre d'affaires et emploie environ 299 000 personnes. Ces entreprises représentent en nombre 21 % des entreprises du commerce de gros (y compris intermédiaires du commerce) et réalisent environ 20 % du chiffre d'affaires du secteur.

Le volume des ventes de marchandises progresse en moyenne de 6 % par an depuis 2001 avec un rythme plus soutenu pour les entreprises du commerce de gros de machines de bureau et matériel informatique (14 % en moyenne annuelle), qui regroupent les entreprises du commerce de gros d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de progiciels et celles du commerce de gros d'autres machines et équipements de bureau. Le volume des ventes de marchandises du commerce de gros des autres équipements industriels ne croît que de 3 % en moyenne sur cette même période. L'activité du commerce de gros d'équipement professionnel est surtout très dynamique de la fin des années quatre-vingt-dix jusqu'en 2001 avec un rythme de croissance de 10 % par an entre 1999 et 2001. Cette progression exceptionnelle durant cette période est impulsée par la demande des particuliers en micro-ordinateurs et appareils de téléphonie, et par la poursuite de l'investissement des entreprises en biens d'équipement professionnel. Après le

ralentissement de 2001, la chute des investissements des entreprises industrielles en 2002 a pénalisé l'activité des grossistes en biens d'équipement professionnel (+ 3,5 % entre 2002 et 2003). Toutefois, sous l'effet de la reprise de l'investissement dans certains secteurs, le volume des ventes se redresse à partir de 2003, avec une croissance annuelle moyenne de 7,6 % entre 2003 et 2006.

Les entreprises du commerce de gros d'équipement professionnel sont principalement des petites et moyennes structures : 90 % des entreprises ont moins de 20 salariés. Cependant, les plus grosses, c'est-à-dire celles ayant au moins 20 salariés (environ 10 % des entreprises), réalisent un peu plus des trois quarts du chiffre d'affaires de ce secteur.

Le commerce international joue un rôle important dans le commerce de gros d'équipement professionnel. En effet, une partie de la production nationale en biens d'équipement est commercialisée à l'exportation par l'intermédiaire des grossistes : 17,4 % de leurs ventes sont réalisées à l'exportation. Parmi les activités les plus exportatrices, on trouve le commerce de gros de fournitures et équipements industriels divers (équipements aéronautiques) dont le taux d'exportation atteint 35,2 %. Par ailleurs, la satisfaction des besoins en biens d'équipement pour les entreprises françaises passe en partie par des importations dont les grossistes se font le relais : 30,7 % des achats de ces derniers concernent des produits importés. ■

### Définitions

**Commerce de gros d'équipement professionnel** : selon la nomenclature d'activités française (NAF), le commerce de gros d'équipement professionnel comprend 10 sous-secteurs : machines-outils (51.8A), équipement pour la construction (51.8C), machines pour l'industrie textile et l'habillement (51.8E), ordinateurs-équipements informatiques périphériques et progiciels (51.8G), machines et équipements de bureau (51.8H), composants et autres équipements électroniques (51.8J), matériel électrique (51.8L), fournitures et équipements industriels divers (51.8M), fournitures et équipements divers pour le commerce et les services (51.8N), et matériel agricole (51.8P).

### Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2006 », *Insee Première* n° 1138, juin 2007.
- « La situation du commerce en 2006 », Insee, *Document de travail*, juin 2007.

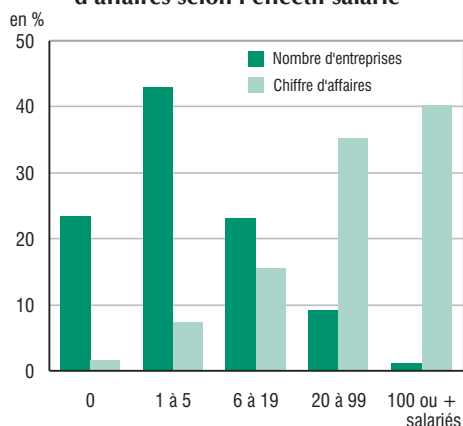
# Biens d'équipement professionnel 3.7

## Les chiffres clés

	Personnes Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Taux de marge commerciale (%)	Chiffre d'affaires HT (M€)	Ventes/ chiffre d'affaires (%)	Entreprises qui investissent (%)	Importations/ achats de marchandises (%)	Exportations/ ventes de marchandises (%)
<b>Biens d'équipement professionnel</b>	<b>27 658</b>	<b>11</b>	<b>22,7</b>	<b>118 031</b>	<b>92,3</b>	<b>52,3</b>	<b>30,7</b>	<b>17,4</b>
Commerce de gros de :								
ordinateurs, équipements informatiques périphériques et progiciels	4 273	10	14,9	29 700	91,5	40,2	25,1	7,8
autres machines et équipements de bureau	1 930	12	26,9	6 799	84,8	48,5	29,5	9,4
machines-outils	751	7	30,2	1 768	94,5	69,1	55,2	10,6
équipement pour la construction	1 231	14	22,9	6 482	91,8	61,9	45,6	12,4
machines pour l'ind. textile et l'habillement	124	5	36,0	126	93,0	50,0	55,1	17,3
composants et autres équipements électroniques	2 713	9	23,7	10 971	90,6	44,9	49,2	17,6
matériel électrique	1 358	19	27,6	9 342	97,4	56,6	21,0	8,7
fournitures et équipements industriels divers	9 038	11	24,9	35 364	92,7	52,3	31,8	35,2
fourniture et équip. divers pour com. et serv.	3 543	7	37,1	5 800	92,2	52,6	32,7	6,8
matériels agricoles	2 697	13	19,8	11 679	94,8	70,6	22,3	7,9

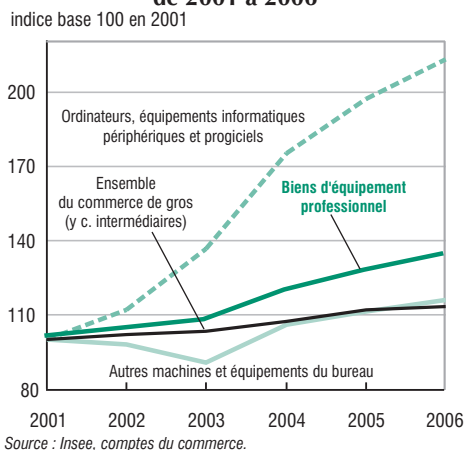
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## Répartition des entreprises et du chiffre d'affaires selon l'effectif salarié



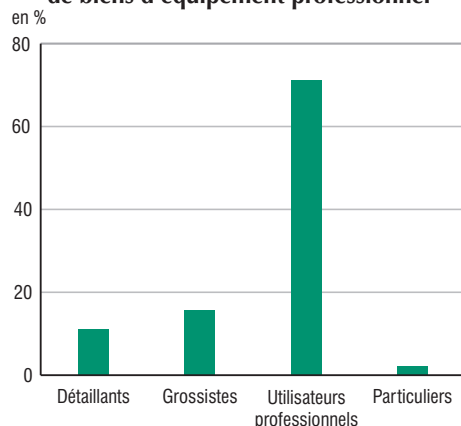
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## Évolution du volume des ventes de 2001 à 2006



Source : Insee, comptes du commerce.

## Les clients du commerce de gros de biens d'équipement professionnel



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## Les plus grandes entreprises selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

CNH FRANCE SA  
 DELL  
 HEWLETT-PACKARD CENTRE COMPÉTENCE FRANCE  
 HEWLETT-PACKARD FRANCE  
 INGRAM MICRO  
 LEGRAND SNC  
 SCC SA  
 SOC AVSA  
 TECH DATA FRANCE  
 XÉROX

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

## 3.8 Matériel informatique et machines de bureau

Au sein du secteur des biens d'équipement professionnel, le secteur du **commerce de gros de matériel informatique et machines de bureau** regroupe les grossistes en ordinateurs, équipements informatiques, périphériques et progiciels et les grossistes en machines et équipements de bureau.

Fin 2005, on dénombre un peu plus de 6 200 grossistes en matériel informatique et machines de bureau ; ils emploient 67 000 personnes. Ces emplois sont concentrés pour 67 % dans les grandes entreprises de plus de 20 salariés, alors que 9 % des entreprises du secteur ont 20 salariés ou plus.

Le chiffre d'affaires du secteur est de 36,5 milliards d'euros en 2005, soit 6 % du chiffre d'affaires total du commerce de gros. Environ 80 % de ce chiffre d'affaires est réalisé par les grandes entreprises de 20 salariés ou plus. Les ventes d'ordinateurs constituent 73 % du chiffre d'affaires du secteur et les ventes de machines de bureau (imprimantes, photocopieurs) et de pièces détachées 13 %. Les grossistes de ce secteur ont développé des activités annexes : entretien, maintenance, réparation, conseil et formation (7 % du chiffre d'affaires), qui accompagnent les ventes de produits à fort contenu technologique.

L'activité de ce secteur est sensible à l'évolution de l'investissement en informatique des entreprises et à l'évolution de la demande des ménages. Globalement, la demande intérieure et étrangère en équipements informatiques diminue après la période d'expansion de la fin des années quatre-vingt-dix : plus précisément, l'investissement des entreprises se réduit tandis que la demande des particuliers

reste très soutenue. Ainsi, le chiffre d'affaires en valeur du secteur a cru fortement jusqu'en 2000 et reste relativement stable depuis. Ces évolutions en valeur s'accompagnent de baisses de prix, parfois très fortes. Les baisses tarifaires imposées par les constructeurs de matériels informatiques, se traduisent par une hausse des volumes traités par les grossistes (hausse toutefois moins élevée à partir de 2000) mais pèsent sur la croissance de l'activité des négociants en terme de chiffre d'affaires, d'autant plus que la demande des entreprises progresse modestement.

En 2005, les ventes de marchandises des entreprises du secteur ont généré 5,6 milliards de marges commerciales qui représentent en moyenne 17 % du montant des ventes. Ce taux de marge, fortement réduit ces dernières années, est à présent parmi un des plus bas pratiqués dans le commerce de gros non alimentaire.

Les exportations représentent 7 % du chiffre d'affaires des commerçants en gros de machines et matériel informatique. Plus de 30 % des entreprises réalisent des ventes à l'exportation. Inversement, 23 % des entreprises de ce secteur sont importatrices et ces importations représentent près de 26 % du total des achats de marchandises. Ce secteur est, selon ce critère, un des premiers secteurs importateurs du commerce de gros.

En 2005, l'investissement du secteur s'élève à 145 millions d'euros. Il est essentiellement réalisé par les grandes entreprises : 77 % du montant de l'investissement total du secteur est le fait des entreprises de 20 salariés ou plus. ■

### Définitions

**Commerce de gros de matériel informatique et machines de bureau** : selon la nomenclature d'activités française (NAF) appliquée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1993 et révisée le 1<sup>er</sup> janvier 2003, il comprend deux sous-secteurs : le commerce de gros d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de progiciels (51.8G), et le commerce de gros d'autres machines et équipements de bureau (51.8H).

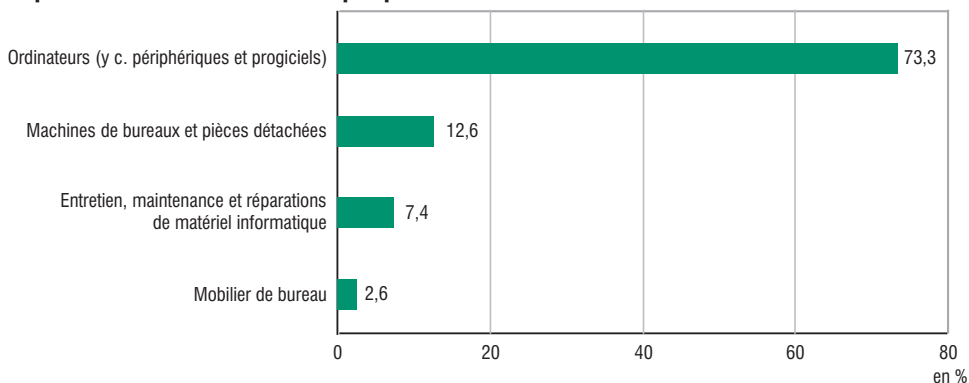
### Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2004 », *Insee Première* n° 1023, juin 2005.
- « Le commerce en 2005 », *Insee Première* n° 1079, mai 2006.
- « Le secteur français des technologies de l'information et de la communication », *Chiffres clés*, Sessi, hors-série, 2005.



## Matériel informatique et machines de bureau 3.8

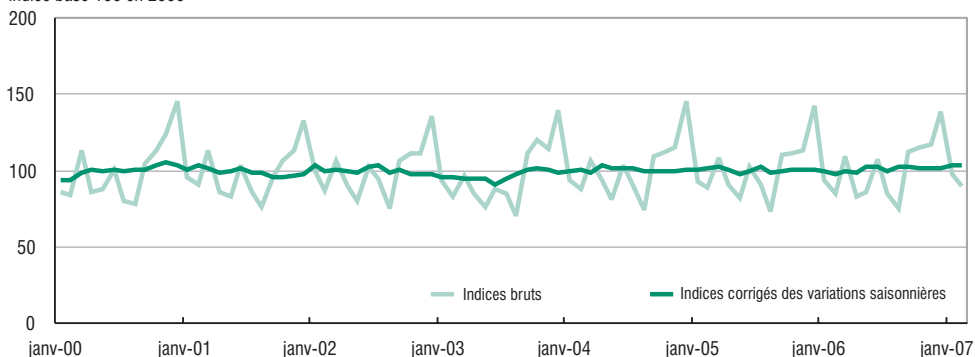
### Répartition du chiffre d'affaires par produit



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.

### Évolution du chiffre d'affaires mensuel en valeur

indice base 100 en 2000



Note : séries mensuelles arrêtées à la date du 14 mai 2007, dernier indice disponible février 2007.

Source : Insee, indices mensuels de chiffre d'affaires.

### Ventes de marchandises et production

Année	Ventes de marchandises HT (M€)	Production de biens et services HT (M€)
1999	24 800	3 919
2000	27 340	4 118
2001	28 425	4 253
2002	25 584	4 034
2003	25 625	4 242
2004	30 199	5 251
2005 <sup>p</sup>	31 351	...

Source : Insee, comptes du commerce.

### Les plus grandes entreprises selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

ACER COMPUTER FRANCE
DELL
EPSON FRANCE SA
HEWLETT-PACKARD CENTRE COMPÉTENCE FRANCE
HEWLETT-PACKARD FRANCE
INGRAM MICRO
PACKARD BELL FRANCE
SCC SA
TECH DATA FRANCE
XÉROX

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce 2005.